Jacques Guilhaumou

Le travail réflexif du discours et l'ontologie historique du sujet

Entretien avec Gérard Bras, Florence Lotterie, Paule Petitier et Fabien Simon

Droits réservés

Historien et linguiste, spécialiste de l'analyse du discours et de l'histoire du discours et des concepts, Jacques Guilhaumou a suivi un parcours de chercheur marqué par la transdisciplinarité au sein du Laboratoire de lexicologie politique de l'ENS de Saint-Cloud et des UMR « Histoire des théories linguistiques », TELEMME, TRIANGLE – rencontrant, au national et à l'international, la philosophie, la science politique ou la sociologie –, mais aussi par l'engagement civique, et ce, dès Mai 68, comme moment fondateur, remémoré dans Cartographier la nostalgie. L'utopie concrète de Mai 68 *(2013). L'apport épistémologique de sa recherche relève de son attention à la réflexivité du discours chez des acteurs de la Révolution française politiquement et socialement différenciés, qu'il s'agisse du porte-parole, de la citoyenne révolutionnaire ou du législateur. Elle restitue des formes et des possibilités d'actions révolutionnaires, dans leur diversité, leur mobilité, leur véracité au titre d'une ontologie du sujet émancipateur. Sa démarche d'historien du discours ne procède pas, dans la relation du passé au présent, d'analogies analytiques, mais de la concordance de processus cognitifs. À ce titre, elle prend aussi en compte l'aptitude actuelle des « sans » à s'émanciper à travers un récit de soi construit ensemble.*

Pourriez-vous revenir sur les points de convergence que vous voyez – depuis longtemps, comme en témoigne par exemple votre compte rendu du *Dictionnaire critique de la Révolution française* de François Furet et Mona Ozouf – non pas tant entre histoire des concepts et histoire du discours qu'entre ces deux approches et l'histoire des « représentations » portée par Furet et ses disciples ?

Pour faire comprendre ma démarche d'historien des discours et des concepts, il me faut insister sur un point essentiel, ma prise de distance avec les catégories analytiques de l'historiographie. À ce propos, j'ai publié un article, pendant le bicentenaire, sous le titre « L'historiographie de la Révolution française existe : je ne l'ai pas rencontrée ». J'y précise mon positionnement dans l'espace réflexif des mots, des énoncés et de la grammaire attestés dans l'archive. Il s'agit de décrire « quelque chose de plus » que les résultats de l'analyse historienne, en particulier en matière de mouvement révolutionnaire. Quant à ma relation à la tradition marxiste, elle traduit l'efficace des notions du discours révolutionnaire au sein de la gauche hégélienne, et tout particulièrement chez le jeune Marx. Ce qui m'importe, c'est le fait que Marx, comme d'autres jeunes hégéliens, conceptualise des expressions de la Révolution française – alors qu'il envisage d'écrire une Histoire de la Convention – en les conservant quasiment à l'identique – il en est ainsi de la « révolution à l'état permanent », ce qui permet à Gramsci, dans ses *Cahiers de prison*, lecteur d'Albert Mathiez, de les reformuler dans une perspective plus historiciste, certes sous une catégorie historiographique marxiste, le jacobinisme. Un tel intérêt pour le jacobinisme selon Gramsci a suscité un temps de dialogue d'abord avec Albert Soboul au sein de son séminaire, puis de manière répétée avec Michel Vovelle au cours de ma thèse et de mon habilitation effectuées sous sa direction. Je dois aussi beaucoup aux travaux du germaniste Lucien Calvié sur la Révolution française et les intellectuels allemands de Kant au jeune Marx. Enfin, ma participation au groupe de chercheurs autour de Jean-Pierre Faye, avec en particulier Françoise Brunel et Florence Gauthier, m'ouvre à un espace de réflexion – repris par une nouvelle génération de chercheurs présents sur le site *revolution-francaise.net* – sur l'expressivité du droit naturel en révolution. L'appréhension de la réflexivité du discours à distance de l'historiographie me situe au plus près des acteurs du mouvement sans-culotte, dans les limites des archives disponibles. De ce point de vue, l'approche « critique » n'est qu'une démarche historiographique parmi d'autres, mais avec une attention de plus en plus marquée, en particulier dans les travaux de Keith Baker, à la dimension narrative de la Révolution française, par opposition à « la langue et la pratique française de la Masse » (Marx). Sa présence sur le devant de la scène du bicentenaire a accentué ma distance avec l'historiographie, alors même que je décèle un point commun, sur le plan méthodologique, avec les travaux de Mona Ozouf sur la Révolution française. Cette chercheure propose d'aborder l'archive sous l'angle de *l'ajustement* de l'acte au moment révolutionnaire, plus spécifiquement durant le « moment girondin ». Je m'intéresse aussi à l'*ajustement* du discours à l'acte émancipateur, certes au cours d'un « moment

cordelier », pris dans un contexte de lutte des classes. L'historiographie critique se focalise sur une *histoire des représentations* constituée autour d'un rapport spécifique du signe au référent dans le but de concrétiser une scénographie révolutionnaire. Pour ma part, j'œuvre pour une histoire des *configurations expressives* de notions-concepts, de notions pratiques, de désignants sociopolitiques et d'autres éléments d'une grammaire discursive, en particulier au sein des espaces où les porte-parole et les représentants du peuple se confrontent au mouvement populaire. Là où l'historien analyse un événement avec des catégories historiographiques, certes sans cesse enrichies, renouvelées, dans le but d'en fournir une explication historique, l'historien du discours décrit un événement discursif à l'aide d'énoncés d'archive agencés et réagencés, avec pour objectif de nous en faire comprendre un surplus de sens, ce que Michel Foucault, dans son débat avec les historiens au moment de la publication de *Surveiller et Punir* (1975), qualifie d'« effets de savoir » au sein de « formations discursives ». Par ailleurs, nous ne participons pas du présentisme des analogies contemporaines, comme nous le montrons, l'historienne Françoise Brunel et moi-même, dans nos recherches sur la mise en acte des principes révolutionnaires. L'enjeu de l'analogie est autre, comme le souligne Sophie Wahnich dans son abord d'un Foucault « généalogiste » s'efforçant de diagnostiquer le présent.

Dans le dialogue continu que vous avez entretenu avec les linguistes, à commencer par Denise Maldidier, quels ont été les lieux, les périodiques, les configurations plus généralement, dans lesquels ces échanges ont pris forme concrètement ? Quels ont été vos échanges intellectuels avec Sylvain Auroux ou Francine Mazière notamment, mais aussi Jürgen Trabant, que vous citez dans vos travaux ?

Ma présence constante aux côtés des historiens de l'université d'Aix-Marseille (dans l'actuelle UMR Telemme) marque mon ancrage dans un milieu historien ouvert à la pluridisciplinarité. Du côté des linguistes, j'ai rejoint très tôt le Laboratoire de lexicologie politique de Maurice Tournier : j'y effectue mes premiers travaux sur le lexique révolutionnaire. Au début des années 1980, la formation de la RCP « Analyse du discours et lecture d'archive », autour de Michel Pêcheux, me permet de circonscrire une approche spécifique des matérialités discursives. De concert avec Denise Maldidier, nous avons proposé alors une manière d'aborder l'archive sous l'angle des coprésences langagières, de leurs usages réflexifs jusque dans l'épaisseur de la langue. Lecteur assidu de Foucault, je distingue sa démarche archéologique de son usage d'une méthode spécifique, le fonctionnalisme discursif. Ainsi, les perspectives épistémologiques de l'analyse *du* discours se différencient d'une analyse *de* discours faisant appel aux seules fonctionnalités linguistiques. Quant à Michel Pêcheux, il interroge le mouvement de transvaluation d'un sujet théorique – je dirais d'une ontologie du sujet – à un sujet empirique coprésent aux valeurs universelles d'émancipation en parlant de « la délocalisation tendancielle du sujet énonciateur (monarque, représentant, porte-parole, etc.) ». Tu m'interpelles aussi sur mes échanges avec les historien.ne.s de la linguistique Sylvain Auroux, Sonia Branca-Rosoff, Francine Mazière et Jürgen Trabant au cours des années 1990

et 2000. Au fil de mes échanges avec Sylvain Auroux, il m'est apparu important de caractériser une langue empirique, soit la formation d'un état de langue à un moment historique précis au sein d'un espace/temps de communication, état de langue qu'il qualifie d'hyperlangue. Il s'est agi alors, avec Sonia Branca et Francine Mazière, de décrire conjointement les modalités historiques de programmation de la « langue nationale » et les moments de formation du vocabulaire des sciences sociales au cours des Temps modernes. Plus récemment, j'ai tenté d'enrichir cette perspective par un abord généalogique des événements linguistiques, attesté dans les travaux de Michel Foucault. Quant à mes échanges avec Jürgen Trabant, ils relèvent d'un même souci d'intégrer Leibniz, Condillac, Herder, et surtout Wilhelm von Humboldt au sein d'une tradition sémiotique de la pensée mise sous le signe du discontinu. Enfin, je me suis rapproché de politistes soucieux d'étudier les langages de la politique, en particulier Chloé Gaboriaux, et de sociolinguistes s'intéressant au langage comme pratique sociale, autour de Cécile Canut. Ici convergent des points de vue au sein d'un même positionnement épistémologique sur la réflexivité sociale des discours et des langages.

Pourriez-vous repréciser votre approche, en tant qu'historien du discours, de la notion fondamentale de « contexte », le rapport texte/contexte ? Par ailleurs, bien que vous vous en distinguiez aussi fortement, quels ont pu être malgré tout, selon vous, les apports des tenants du *linguistic turn*, partisans d'un pur « textualisme » ?

La jonction entre l'histoire du discours et l'histoire des concepts se fait lors de la constitution d'un réseau international autour de Reinhart Koselleck et Quentin Skinner, à Londres en 1998, à laquelle je participe. L'apport de Koselleck est central avec sa nouvelle approche de la temporalité historique des concepts. Mais c'est à Skinner que nous devons une réflexion originale sur le contexte. Je vais y revenir. Cependant, pour expliciter ma démarche, il me faut d'abord situer un seuil majeur dans l'historique de mes recherches en analyse du discours. Dès 1971, je mobilise une diversité d'outils fonctionnels issus de la linguistique, en y associant une dimension quantitative, la lexicométrie, au sein d'une recherche commune avec André Salem. Qui plus est, après l'ouvrage novateur de Régine Robin sur *Histoire et Linguistique* (1973), l'historien du discours évalue la portée historique des analyses discursives en lien à un contexte déterminé, externe, qualifié de *conditions de production*. Le recours à un schéma explicatif relevant de la représentation de la réalité dans le discours fait obstacle à la compréhension discursive. Un seuil est franchi dans la réflexion sur le rapport du texte au contexte lorsque s'impose la nécessité de situer le réel dans ce qui se plie et se déplie, ce qui est en soi et hors de soi, ce qui se situe à l'horizon d'une intersubjectivité perçue à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de soi. L'historien du discours s'éloigne d'une vision du contexte situé hors du texte, qui plus est sous la dépendance d'un label historiographique. Sa démarche introduit la possibilité de décrire des effets discursifs introducteurs de « surplus de sens ». Il est désormais question d'un « *a priori* historique » (Foucault) attesté dans le discours sous la forme de *conditions de possibilité* liées à des manières d'être, de faire, de penser,

les *conditions d'existence*. En décrivant discursivement l'itinéraire d'un sujet, la formation d'une notion-concept, l'agencement d'un dispositif événementiel à partir de configurations d'énoncés attestées dans l'archive, l'historien du discours se situe dans un espace de compréhension. En considérant que le contexte d'un énoncé n'est pas extérieur à sa description même, il est question d'une intentionnalité historique de type généalogique où les « savoirs assujettis » peuvent s'inverser dans des « savoirs désassujettis », inversion que je spécifie par exemple dans les réflexions de Foucault sur la Révolution française. Je propose de situer les enjeux d'un tel abord de la contextualisation à l'aide de quatre notions, celles de réflexivité, d'intentionnalité, d'*agency* et d'*accountability*. En premier lieu, la perspective ethnométhodologique mise en place par Harold Garfinkel précise ce qu'il en est de *la réflexivité des descriptions sociales* : les individus membres d'une société, pris dans des rapports intersubjectifs, utilisent le langage naturel comme contexte, ressource et thème interprétatifs. Selon Daniel Denett, adopter une posture intentionnelle revient à considérer les choses dont on peut expliquer les comportements en leur attribuant des croyances appréhendées de manière liée dans leur signification interne en esprit et dans leur signification contextuelle. À ce titre, l'*intentionnalité* se différencie de l'intention qualifiée de conscience « pure » face à une représentation venue de l'extérieur, elle met l'accent sur ce que le sujet fait effectivement de son activité mentale, en participant à l'observation des états sociaux existants ou en attente de réalisation. Pour sa part, Quentin Skinner ajoute que les états intentionnels d'un acteur/auteur doivent avoir un caractère conventionnel, réglé, pour pouvoir être intelligibles. De tels états permettent, par leur capacité à rendre possible la réalisation d'un état de choses, de positionner un argument en contexte, c'est-à-dire de façon particulière. Il en ressort un état de choses appréhendé sous la description discursive que le sujet actif en donne. La question n'est plus *comment* les acteurs disent ce qu'ils font, mais *pourquoi* ils ont recours à des raisons particulières au moment où ils agissent. Je m'éloigne ainsi toujours plus d'une histoire des représentations du réel dans les discours au profit d'une histoire des modalités discursives de l'expérience, de leurs expressions langagières tant individuelles que collectives. Qu'en est-il alors du discours du point de vue de son intelligibilité ? C'est là qu'intervient la notion d'*agency*. Ce concept prend acte de la réflexivité, par le fait que les acteurs sont à leur manière des « sociologues profanes », ou tout du moins le deviennent dans l'interaction par leur capacité d'action. Il en ressort un processus discursif attesté aussi loin que l'individu peut aller dans le travail de l'esprit, à l'exemple de Sieyès inventant et contextualisant dans le même mouvement le mot *sociologie*. Cependant, l'*agency* est une notion incomplète sans l'apport d'un concept coextensif, l'*accountability* – ce par quoi le sujet rend compte de soi dans son récit –, qui confère à l'*agency* une valeur procédurale. Le couple *agency/accountability* maximalise l'efficace du principe épistémologique du corpus réflexif selon lequel il convient d'analyser ce que les acteurs savent sur ce qu'ils font. À ce titre, l'*agency* renvoie à une puissance d'agir qui est le fait d'un individu se désignant comme sujet sur une scène

d'interpellation sous la houlette d'un pouvoir dominant, et dont il est soucieux de se désassujettir (Judith Butler). La question du sujet est désormais centrale en analyse du discours.

À propos du *linguistic turn*, une ambiguïté existe dans sa traduction en français. S'il s'agit du « tournant linguistique », tous les linguistes, et en premier lieu les analystes de discours, lui sont redevables. Ainsi, Foucault lit Austin, Benveniste, Saussure, Searle et Wittgenstein dans un souci de rompre avec la conception classique du signe. Il n'est pas pour autant un partisan du *linguistic turn* de type narratif, à vocation pantextualiste. Keith Baker est l'historien de la Révolution française le plus proche du *linguistic turn*. Ce qui l'intéresse, c'est l'analyse du script de la Révolution, soit sous la forme d'un scénario à la fois pragmatique et narratif. Mais il ne s'agit là que de considérer la signification d'un mot à l'aide de son environnement lexico-sémantique, au sein d'un trajet narratif explicité à l'aide des catégories historiographiques usuelles de l'approche libérale des révolutions.

Votre rapport à l'histoire des femmes et du genre n'est peut-être pas ce qui constitue l'essentiel de votre travail. Mais votre intérêt pour ce champ est mobilisé dès le milieu des années quatre-vingt-dix – c'est-à-dire quand les problématiques *gender* ont trouvé à s'acclimater dans des recherches pionnières en France. Depuis 2012, vous semblez accorder à cet égard une importance particulière aux concepts introduits par Judith Butler, notamment ceux qui permettent de produire une théorie de la subjectivation dans le « récit de soi » et l'*agency*, ou « agentivité ». Pouvez-vous évoquer ce « tournant butlérien » et ce que votre travail d'analyste du discours lui doit du point de vue du genre/*gender* ?

Dans le contexte d'un milieu familial, étudiant et professionnel très sensible à l'émancipation féminine, puis de mon intérêt majeur au fil des années pour les travaux des historiennes des femmes et du genre, Geneviève Dermenjian, Christine Fauré, Geneviève Fraisse, Dominique Godineau, Mona Ozouf, Michelle Perrot, Anne-Marie Sohn, Françoise Thébaud, Yannick Ripa, Michelle Zancarini-Fournel, et de bien d'autres chercheur.e.s, j'ai compris qu'une histoire sans les femmes n'était pas possible. Mon engagement en ce domaine relève aussi de mon intérêt pour l'apport des *gender studies*, avec les perspectives ouvertes par Joan Landes, Lynn Hunt et surtout Judith Butler. Dès les années 1990, je collabore aux travaux de l'équipe sur l'histoire des femmes et du genre au sein de l'UMR Telemme. Je participe à la codirection d'ouvrages collectifs tout en contribuant au travail du groupe, à la fois au niveau des concepts (*agency*) et au niveau empirique avec mes travaux sur les femmes dans l'espace révolutionnaire marseillais. D'un thème à l'autre – la visibilité sociale des femmes et leur héroïsation, la relation genre, Révolution, transgression, les formes de résistance en termes d'altérité et d'émancipation en temps de crise –, j'ai diversifié mes recherches historiques sur les femmes, tout en conservant l'horizon du lien organique texte/contexte. J'ai pu les amplifier au terme d'une enquête archivistique sur Marseille révolutionnaire, élargie à la Provence de concert avec l'historienne Martine Lapied. La question du genre est aussi un enjeu dans la

confrontation de Sieyès, partisan d'un interdit à l'égard des citoyennes par leur exclusion des élites politiques et scientifiques tout en leur reconnaissant un droit de cité, à un mouvement populaire promouvant la réflexivité discursive des citoyennes impliquées dans une action politique émancipatrice. Avec le récit de genre, la notion d'*agency* accentue sa valeur procédurale en suscitant une attention spécifique aux processus et aux dispositifs discursifs mis en place par les femmes révolutionnaires. Leur capacité d'agir est perceptible jusqu'au sein de la Convention par le fait de jeux de langage, à l'exemple de l'usage répété de l'interruption, ce qui leur confère une visibilité spécifique au sein des affrontements politiques. Je dois aussi beaucoup au « tournant butlérien » de la « théorie féministe », associé à un « tournant linguistique » centré sur le récit de soi, dont l'importance a été mise en évidence par des historiennes d'Aix-en-Provence et de Toulouse, en particulier Isabelle Luciani et Sylvie Mouysset. Qu'en est-il des apports de Judith Butler en matière d'interrogation discursive sur le genre ? Très intéressé, comme Butler, par les réflexions de Louis Althusser – dont je suis resté très proche intellectuellement depuis que j'ai eu Jacques Rancière comme professeur de philosophie en terminale – sur les relations entre les appareils idéologiques d'État et les sujets qu'ils interpellent, mon attention se porte sur la façon dont se constitue le processus d'interpellation du sujet. Il importe de considérer l'avènement du sujet comme production de langage, par le fait même de la mise en scène de l'appel à répondre aux normes incitant le sujet à endosser une certaine dose de culpabilité (et de souffrance). Rendre compte de soi, sous la forme du *récit de soi*, fait signe vers une capacité narrative permettant aux citoyennes de résister, là où se met en scène un processus de reconnaissance sociale inscrit dans un horizon normatif sous domination masculine. Du côté de la linguistique, Judith Butler fait appel à la notion d'acte de discours performatif, mettant ainsi l'accent sur la capacité de nomination des sujets du discours. De l'*agency* à l'*accountability*, elle caractérise une *puissance d'agir* qui n'est pas une volonté inhérente au sujet, plus ou moins apte à une performance, mais le fait d'un.e individu.e qui se désigne comme sujet sur une scène d'interpellation marquée par la forte présence d'un pouvoir dominant. Reprenant actuellement le parcours du révolutionnaire marseillais François Isoard, je m'intéresse à la façon dont ce « missionnaire patriote » se confronte en permanence aux actions performatives des citoyennes, soit en les légitimant, soit en y résistant. Isoard use de diverses médiations auprès des administrateurs plutôt inquiets face à de telles intrusions politiques des femmes, de manière à conserver l'expression autonome des citoyennes avec l'objectif de les inscrire à l'horizon unitaire des droits de l'homme et du citoyen, certes avec plus ou moins de succès. À l'inverse, Sieyès, en théorisant l'ordre social, propose une division entre « égalité de civisme » et « égalité des droits politiques » sur la base de l'exclusion politique des femmes. Les citoyennes doivent être maintenues dans un état passif dans la mesure où il importe de les exclure de la recherche de la « vérité abstraite » en politique, alors même qu'elles y participent dans les salons grâce à leur capacité à développer l'harmonie intellectuelle, comme

l'a montré Mona Ozouf, disposant ainsi d'une certaine autonomie. On en revient ici, avec Judith Butler, à la manière dont on est affecté par les autres soit dans le sens de l'humain, soit dans son contraire, de l'inhumain. Et en quoi les manières d'être, qui participent de nos conditions d'existence, permettent ou non de développer une puissance d'agir, en faisant jouer des possibles au sein même des normes et des conventions qui nous sont imposées.

Ton analyse des discours place la (ou le) politique au centre de l'histoire, tout en décalant, évidemment, l'approche traditionnelle de l'histoire politique centrée sur des individus, des idées et de l'explicite. Comment définirais-tu ton appréhension du politique à travers la linguistique ? Quelle place cette méthode donne-t-elle au sujet politique, ou plutôt comment conduit-elle à repenser le sujet politique ?

L'appréhension du politique à travers la linguistique se limite souvent, mais de moins en moins, à répertorier la spécificité de mécanismes linguistiques tels que l'énonciation, la *deixis*, le performatif et bien d'autres, dans des discours politiques rapportés à leurs conditions historiques de production. Cette démarche fonctionnaliste est nécessaire, mais non suffisante pour l'historien du discours. Il importe d'y associer des descriptions discursives constitutives de configurations d'énoncés aux effets spécifiques. Ici se précise un lien entre l'*a priori* historique et l'archive propre à nous introduire à une ontologie discursive du sujet politique. L'appréhension du politique à travers le discursif ne peut faire l'économie d'une interrogation sur la nature de l'accès cognitif aux événements discursifs en histoire. La dimension cognitive de mes recherches relève de la capacité des descriptions discursives à nous faire comprendre la nature des objets, des processus et des événements, leurs propriétés spécifiques au sein du champ politique. Le sujet politique procède tout autant du « travail de l'esprit », dans l'ordre de la cognition sociale, par exemple avec Sieyès considérant que l'acte de « régénérer les sciences » relève d'« une tête bien mentalisée », que de la manifestation « du pouvoir exécutif souverain de peuple par lui-même » favorisé par le marseillais Isoard avec l'aide des « sociétés populaires », au cours de « ses courses civiques » en Provence. Le sujet clivé procède alors d'effets de savoir dans le jeu des croyances au sein même des luttes de classe.

Je voudrais revenir sur un livre, sans doute trop méconnu, qui me tient à cœur pour plusieurs raisons, *Cartographier la nostalgie. L'utopie concrète de Mai 68* (2013). Le livre est publié sans sous-titre sur la couverture, mais tu le qualifies dans le texte de « mémoires », mettant ainsi à distance le statut de livre d'histoire. Le lecteur qui le prendrait comme des « mémoires » serait certainement désemparé, même si tes souvenirs de l'événement Mai 68 trament ton texte. Mais pour parvenir à l'écrire, tu en passes par la mise en écriture (ou en scène) de ton « fantôme ». J'aimerais que tu reviennes sur ce mode d'écriture qui procède à sa manière d'une « hantologie » (Derrida) de l'événement, sur ce qu'elle vise de l'événement lui-même, donc aussi sur ce que tu entends par « événement » et les questions que tu te poses quant aux conditions pour

en rendre raison dans une écriture de l'histoire.

C'est en 1968, Gérard, que nous nous sommes rencontrés pour la première fois, précisément à Nanterre dans une réunion de l'UEC. Tu le soulignes bien, je suis très attaché à mes mémoires de 68, et à mon petit livre sur *La Parole des sans*. Je m'interroge, au regard de ma participation à Mai 1968 et de l'irruption de mouvements sociaux au cours des années 1990, sur ce qu'il en est, au sein de ces mouvements, de processus et de dispositifs susceptibles de promouvoir des expressions démocratiques porteuses d'émancipation. Ici se précise en effet la présence de mon « fantôme », dans un dessin de Thomas Stehlin reproduisant deux photos prises par Gilles Caron du graffiti « Plutôt la vie » dans le grand couloir de la fac de Nanterre à l'automne 1967. Gilles Caron me photographie ainsi à deux reprises en train de lire sous cette inscription murale. Ce « fantôme » dont je parle est bien un « spectre » – au sens de Derrida –, soit la figure ontologique de ce qu'il en est de l'authenticité du sujet. Ma narration personnelle de l'événement renvoie à ce qui a déterminé ontologiquement l'événement 1968 à l'horizon d'un devenir émancipateur. Ici se construit une identité personnelle en lien à une nouvelle identité collective, au sein de laquelle les propriétés de l'événement, mises en évidence dans des dispositifs et des processus, énonçables dans un trajet allant de la sympathie à la quête de l'émancipation en passant par un engagement au sein du PCF, sont constitutives de cette identité subjective. Il en ressort une posture « réaliste » par l'accès que l'événement m'a ouvert à une forme de réel émancipateur, du fait même de la concrétisation de l'existence de quelque chose au sein de ce que signifie l'événement où quelqu'un parle librement et dans un rapport d'égalité à autrui.

Dans la filiation du livre sur Mai 68, tu places en ouverture, ou presque, ce slogan inscrit sur un mur de Nanterre, « Fin du métalangage », pour le traiter comme l'une des expressions majeures de ce qui s'initie un peu avant mai et se déploie ensuite. Cette fin du métalangage est-elle la colonne vertébrale de ton travail ?

« FIN DU MÉTALANGAGE », je suis revenu récemment vers ce graffiti sur le site de la SELP à propos des slogans de Mai 68 (https://selp.eu/grand-huit/fin-du-metalangage/). L'énonciation de ce mot d'ordre est attestée dans le couloir de la faculté de Nanterre en dessous du mot « Grève ». Ici, le discours bourgeois dominant se dégonfle face à la puissance de la grève, du mouvement. Il s'agit alors de redoubler des propos de Lacan affirmant qu'« il n'y a pas de métalangage […], nul langage ne saurait dire le vrai sur le vrai », pour en conclure que « la vérité se fonde de ce qu'elle parle » (*Cahiers pour l'analyse*, février 1966). Il importe désormais d'en finir avec le métalangage des dominants au profit de la voix des acteurs du mouvement social, du langage des porte-parole organiques des sans, et surtout de la parole des sans. D'une analyse discursive à l'autre, il m'est apparu possible d'identifier des actes de vérité, là où les sans-voix, qui sont usuellement considérés comme des gens « qui ne sont rien », et à ce titre des sujets passifs au sein de la relation de pouvoir, deviennent sujets en tant que sympathisants, protagonistes et acteurs, par ce qu'ils disent de leur vérité

en agissant. Ils expriment une capacité d'agir, la traduisent, dans l'événement même, par le fait d'un dispositif énonciatif apte à manifester leur vérité, ce qui nous situe une fois de plus dans l'espace de la réflexivité discursive. Ma volonté constante de prendre ma distance avec le métadiscours, je ne l'ai jamais expérimentée avec autant d'acuité qu'au cours de la recherche menée conjointement avec Béatrice Mesini et Jean-Noël Pelen sur un corpus de « récits de vie » de dits exclus. Ici, j'ai pu vraiment mettre en évidence *l'autonomie interprétative* des ressources de la parole des sans.

Les programmes de recherche actuels consacrés aux corpus de messages politiques sur Twitter vous semblent-ils s'inscrire dans la lignée de vos travaux ? En confirment-ils certaines conclusions méthodologiques ou vous ont-ils conduit à de nouvelles hypothèses ?

Ma compétence en la matière est limitée, je m'en tiendrai donc à ta question d'une éventuelle convergence méthodologique entre mon approche réflexive du discours et l'analyse de discours intégrant un environnement technologique. Pour le linguiste, les « corpus natifs du Web » (Marie-Anne Paveau) procèdent d'un assemblage de faits langagiers et de réalités techniques, coproduits par les scripteurs des tweets. Il en ressort des traits technolangagiers multiples. Avec l'émergence d'une telle diversité discursive, les méthodes prénumériques de l'analyse de discours perdent de leur valeur explicative. Si « un tweet est un énoncé plurisémiotique produit nativement sur la plateforme de microblogging Twitter » (Marie-Anne Paveau), la fonctionnalité linguistique des catégories d'énonciation, d'interaction et d'hypertexte s'inscrit dans un continuum naturel du contexte au texte. Face à une matière textuelle délinéarisant le fil du discours, toute délimitation *a posteriori* d'un corpus est impossible. Marie-Anne Paveau propose de faire confiance à la subjectivité de l'internaute, à sa manière propre de délimiter un corpus réflexif sans cesse changeant, instable. Ainsi, le partage entre ceux qui savent, les élites, et « ces gens qui ne savent pas » perd de sa stabilité dans un tel espace socio-discursif numérique. Une telle façon d'entrer, hors d'un simple transfert de connaissance, dans un lien entre recherche et création nous rapproche de la démarche du photographe Ghirri précisant que « loin d'opérer d'une manière critique sans appel, [il a] cherché dans l'acte de regarder le début d'une tentative de compréhension ». À ce titre, la description d'un contexte spécifique d'observation sociale fait partie intégrante de la compréhension de soi et d'autrui.